



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/J-ai-la-haine>

Le billet de Paul

« J'ai la haine »

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2001 - N° 1012 - juillet 2001 -

Date de mise en ligne : mercredi 24 septembre 2008

Date de parution : juillet 2001

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Il y a quelques jours, en vacances à Frontignan, j'ai voulu passer un coup de téléphone urgent, je me suis donc précipité vers le bureau de Poste, sachant qu'à côté il y avait deux cabines. Patatras, elles n'y sont plus ! Je vais pour demander au bureau de poste si on sait où il y en a. Fermé pour cause de non remplacement de personnel parti à la retraite. Après un parcours du combattant, je découvre une cabine cachée derrière la mairie... Elle est en dérangement ! Je me vois piégé par France Télécom qui veut m'obliger à passer au portable. Et j'ai envie de donner un coup de pied dans le vitrage : j'ai 73 ans et c'est maintenant que je réalise ce qu'expriment les jeunes quand ils disent « j'ai la haine ! » Si tu n'as pas d'argent, tu n'es rien ; et tu peux crever sous les coups d'un CRS.

Les anciens se souviennent du bon vieux temps où la liberté d'uriner dans les lieux publics était garantie¹ par l'existence de pissotières municipales gratuites, que le maire devait faire entretenir s'il voulait être réélu. Maintenant, si tu n'as pas 1 franc à faire disparaître (et pour certains, un franc c'est un franc !) tu dois te débrouiller autrement...

Nos ancêtres ont travaillé dur pour construire des voies ferrées, des gares, des réseaux aériens et souterrains pour l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone. Souvent, ils savaient qu'ils n'en profiteraient pas de leur vivant, mais ils disaient : « ce sera pour nos enfants... les lendemains qui chantent ».

Aujourd'hui, sous la pression des multinationales qui se cachent derrière l'Europe, le pillage des infrastructures publiques est en bonne voie. Comme on dépossède le peuple de son droit de contrôle sur les plus-values acquises par son travail, on le dépossède de son droit de propriété sur les infrastructures publiques. Et elles ont été ou seront bradées à un prix assez bas pour que les acquéreurs privés puissent être moins chers que l'État-propritaire. Et les médias pourront dire au peuple que le privé est mieux géré que le Public.

Bien joué ???

Le sabotage a commencé : si vous voulez que votre courrier arrive, payez un "suivi". Si vous voulez que votre colis arrive, payez un "Chronopost" ou, encore mieux, faites un envoi "en valeur déclarée". On vous propose de téléphoner à un numéro de belle couleur, et vous tombez sur un disque : « nous nous excusons de ne pouvoir donner suite à votre appel, veuillez rappeler ultérieurement ». Mais vous payez cette communication. Les nouveaux managers n'ont qu'un but : faire de l'argent. De même qu'on ne remplace pas le personnel parti en retraite, on passe aux 35 heures sans embaucher (ces 35 heures pourtant faites pour créer des emplois...). Votre courrier traînera plusieurs jours, comme dans les pays sous développés et, aux heures où vous aviez l'habitude d'aller au bureau de poste, il sera fermé. Tout ça rapporte gros. Et en plus, le bon peuple sera bientôt tellement dégoûté du Service Public qu'il applaudira lorsque les vautours du Privé s'abattront sur ce qu'il en restera.

Pour pouvoir restaurer un service public digne de ce nom, il suffirait que l'État reprenne le droit de créer l'argent, qu'il abandonne aux banques (qu'il remette en marche "la planche à billets"). Mais ça n'est pas dans l'air du temps. Les

économistes, avec la complicité des médias, ont réussi le tour de force de faire croire que l'usage de la planche à billets provoquerait la dévaluation. C'est pourtant faux, car ce qui provoque la montée des prix, donc la dévaluation, c'est la pénurie. On l'a bien constaté à chaque fois que la production n'arrivait pas à satisfaire les besoins de la population : en Allemagne après la guerre de 14-18, en Europe après celle de 39-45 ...

Sur les boulevards de la Ville-Lumière, chaque soir que Dieu nous donne, tout un chacun peut observer le ballet de voitures déposant des filles et même des fillettes condamnées à être violées, parfois torturées, dans des toilettes ou des souterrains, les souteneurs restant à côté pour compter le nombre de passes.

Que dit l'État ?

â€” On voudrait bien empêcher ça mais on n'y peut rien... Et puis pendant que les voyous exploitent ces filles, ils ne s'attaquent pas aux bijouteries, ni aux banques, dormez en paix braves gens !

Que fait l'État ?

â€” Il envoie la brigade des mœurs percevoir une taxe sur ces filles, et une autre sur les proxénètes. Mais quand ils s'attaquent aux banques, il sait déployer tout un arsenal hyper-sophistiqué : disposer des caméras à infrarouge, utiliser des véhicules de planque dotés de vitrages d'observation et de grandes oreilles, des émetteurs qu'on colle aux voitures suspectes, pour enregistrer leur conversation.

Alors, oui, quand je pense à ces filles, dont on apprend de celles qui se sont sauvées que leurs enfants ou parents restés au pays ont été assassinés, oui, j'ai la haine !